

Une histoire de gros sous? Les véritables raisons qui font enrager la Turquie sur la rupture de son adhésion avec l'UE



Cette semaine, la chancelière allemande a une fois de plus remis sur la table la question – problématique - de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. À sa demande, le sujet a été évoqué lors du dîner du Conseil européen, jeudi soir à Bruxelles. En réalité, cela fait des années que plus personne ne croit à cette adhésion contre-nature.

Avec Alexandre Del Valle

La question de la continuation ou de l'interruption des négociations avec la Turquie en vue de l'adhésion a donc été au centre du dîner du Conseil européen de Bruxelles, et ce point de l'ordre du jour a été littéralement imposé par la vraie leader et présidente *de facto* de l'Union, Angela Merkel. On notera que sa franchise sur cette question, conforme d'ailleurs à celle, jadis, d'Helmut Kohl, dénote nettement avec l'hypocrisie, voire même la lâcheté des autres dirigeants Européens récents et actuels – excepté Nicolas Sarkozy - qui n'ont jamais réellement cru à cette perspective d'intégration mais qui n'ont jamais eu le courage d'en parler franchement à leurs homologues turcs, ce que ces derniers auraient d'ailleurs bien plus respecté que le signal de faiblesse envoyé par les Européens effrayés à l'idée d'être taxés de « club chrétien ». Le non des dirigeants et haut-fonctionnaires européens qui expliquaient en privé que « cette adhésion n'aboutira jamais », mais qu'il ne fallait pas la stopper afin de « ne pas avoir le mauvais rôle », était pensé si fort que les Turcs l'entendaient parfaitement et le percevaient comme un affront de lâches...

De ce point de vue, l'animal politique de génie qu'est Recep Tayyip Erdogan, à qui on ne peut pas retirer la qualité de tacticien, ne s'est pas gêné d'accuser depuis des années les Européens, si facilement culpabilisables, d'être « anti-Turcs », « hostiles à la candidature d'un pays musulman », d'être adeptes du « choc des civilisations » ou partisans du « repli » de leur « club chrétien », etc. Il a ainsi repris de plus en plus un lexique polysémique susceptible d'être entendu à la fois par des tiersmondistes anti-occidentaux et des islamistes ou même des citoyens européens musulmans convaincus par lui d'être victimes de « l'islamophobie » occidentale.

Chronique d'une rupture annoncée

Rappelons que le 3 septembre dernier, lors du débat qui a précédé les élections législatives en Allemagne, Merkel s'était déjà déclarée pour la première fois en faveur d'un arrêt des négociations d'adhésion avec Ankara, notamment en raison des dérives antidémocratiques du régime depuis le coup d'Etat avorté de juillet 2016 et des terribles purges lancées en représailles par Erdogan pour installer son « hyper-présidence ».

En réalité, il faut dire qu'Angela Merkel, qui s'était opposée à la tenue en Allemagne de meetings politiques de dirigeants turcs venus plaider en faveur du oui lors du référendum d'avril 2017 donnant les quasi plein-pouvoirs à Recep Tayyip Erdogan, avait été définitivement remontée par le néo-Sultan qui l'avait traitée de tous les noms d'oiseaux après avoir accusé l'Allemagne de se

comporter « comme le IIIème Reich » avec les minorités turques et musulmanes. Merkel ne le lui pardonnera jamais, d'autant qu'elle a été la dirigeante la plus généreuse envers les réfugiés et envers l'immigration turco-musulmane, ce que son aile droite lui a d'ailleurs reproché. Elle a été de surcroît horrifiée par les menaces à peine voilées lancées par Erdogan lorsque celui-ci, irrité à cause des meetings empêchés en Allemagne, en Belgique et en Autriche, avait carrément qualifié l'Europe de « continent en voie de pourrissement » puis appelé les musulmans du continent à s'enrichir et à devenir de plus en plus nombreux jusqu'à ce que « plus aucun Européen ne puisse sortir de chez lui en sécurité » ...

La chancelière n'avait pas non plus digéré d'avoir été bernée par Ankara suite à l'accord de dupes avec Ankara sur la reprise - par la Turquie - des réfugiés syriens entrés illégalement en Europe, un accord qui a évolué en véritable racket financier. Elle n'avalait pas non plus les attaques verbales violentes du néo-Sultan irascible envers Berlin à propos des « terroristes » kurdes » soi-disant appuyés par l'Allemagne et l'Union européenne. Tout cela était de trop, et l'on est passé de l'accord entre le Sultan et le Kaiser à un désaccord entre le président turc et la Chancelière, décidée à tirer les conclusions que ses collègues pusillanimes, restés impassibles et peu solidaires lors des insultes d'Erdogan envers elle et son pays, n'ont pas eu le courage de faire : « *Il est clair que la Turquie ne doit pas devenir membre de l'Union européenne* », avait-elle affirmé dès septembre 2017, notant de façon lucide que « les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE sont pour l'instant inexistantes ».

En réalité, bien que pusillanimes et peu francs du collier, la quasi-totalité des Etats-membres de l'Union européenne, horrifiés par l'évolution nationale-islamiste de la Turquie qui a définitivement enterré la laïcité kémaliste pour laquelle elle avait été pourtant acceptée comme candidate, sont d'accords sur le fond avec Angela. En fait, la question centrale pour l'heure n'est plus de savoir si la rupture, inévitable et annoncée, se fera, mais quand elle se fera et à l'initiative de qui...

Quel est celui qui « fermera la porte des négociations, lesquelles n'ont pratiquement abouti à rien depuis leur ouverture en 2005 sur initiative de la Perfide Albion, puisque c'est sous la présidence britannique qu'en 2004, la candidature d'Ankara fut officiellement acceptée après des années de refus clair de l'Europe, notamment du fait d'Helmut Kohl qui avait donné le ton.

Toujours est-il que depuis que la Grande Bretagne a quitté le navire européen, Ankara n'a plus de réel complice au sein de l'Union, d'autant que l'élargissement de 2004 à dix pays - dont les très islamo-sceptiques et nationalistes Hongrie, Pologne et Roumanie-Bulgarie - n'a fait que renforcer les composantes chrétiennes et politiquement incorrectes « civilisationnalistes » de l'UE.

L'adhésion de la Turquie à l'UE est donc, on peut l'affirmer sans risquer de se tromper, totalement impossible, en plus d'être dès le départ une mauvaise idée lancée par Londres pour détruire de l'intérieure la construction européenne en la rendant encore plus hétérogène qu'elle est déjà d'un point de vue géo-civilisationnel, et en en faisant une simple zone de libre-échange sécurisée par l'OTAN.

Cependant, entre-temps, même l'appartenance de la Turquie à l'Alliance atlantique, jadis vitale pour les stratèges occidentaux pour bloquer l'URSS à l'Ouest et au Sud, est devenue problématique... notamment sur fond de guerre civile syrienne, de gestion du problème kurde en Syrie et en Irak, et en matière de relations avec la Russie et avec l'organisation rivale de l'OTAN, que la Turquie semble rejoindre, l'OSC, l'organisation de Shanghai, qui été créée par la Russie et la Chine pour contrer l'hégémonie occidentale.

Pour revenir à la couardise extraordinaire des Européens, qui n'ont jamais eu le courage de dire les choses et de définir clairement leurs frontières et leur identité - qui est, qu'ils le veulent ou non, occidentale et judéo-chrétienne - leur position actuelle consiste à ne surtout pas apparaître comme « ceux qui rompent les fiançailles », par peur des réactions de fierté et de dépit amoureux imprévisible du partenaire.

Un jeu de poker menteur ?

Certes, on entend bien, depuis des années de dérives néo-ottomane et islamo-nationaliste annoncée du Sultan Erdogan, la voix des hauts-fonctionnaires européens et autres turcophiles et partisans du « dialogue des civilisations » (qui auraient rêvé de prouver la nature post-chrétienne et « multiculturaliste » de l'UE par l'intégration de la Turquie), nous expliquer que « nous ne pouvons pas abandonner les démocrates turcs et les pro-européens ou autres progressistes en Turquie ».

Ce fut d'ailleurs l'argument central de tous ceux qui, en dépit du cuisant échec des négociations, ont refusé d'interrompre le processus. Et l'idée était depuis 2005 que le processus d'adhésion, même s'il n'est jamais conduit à son terme, allait être « bon en soi », car il pousserait Erdogan et la Turquie dans son ensemble, à se moderniser et à se démocratiser...

Pour ce qui concerne la modernisation, les faits confirment ce postulat, surtout sur le plan économique, puisque la Turquie s'est incroyablement développée depuis le début des années 2000, notamment, mais pas seulement, grâce aux « paquets de réformes » européens.

Cependant, sur le plan politique, le bilan est inverse : le Sultan a gagné le pari qu'il avait lancé lorsqu'il a créé l'AKP (« parti islamiste-moderé » et « réformiste »), pari qui consistait à utiliser les réformes démocratiques européennes et le parapluie atlantique pour démanteler le pouvoir de ses ennemis jurés : les militaires laïques et « l'Etat profond » kémaliste. Pari tenu.

Pour ce faire, les purges d'officiers, professeurs, journalistes, fonctionnaires, juges laïques-kémalistes et autres opposants progressistes ont été justifiées par des « réactions » aux deux tentatives de coup d'Etat : non seulement celle de juillet 2016, largement médiatisée, mais aussi - et cela est moins connu du public européen - celle, factice, de 2007-2008, lorsqu'un hypothétique « réseau Ergenekon » aurait tenté de renverser (déjà) Erdogan, ce qui permit au Sultan faussement parano de commencer, en représailles, à purger-démanteler tout l'édifice kémaliste, laïque et anti-islamiste qui avait fait de la Turquie un cas unique en terre musulmane et un allié fiable de l'Occident. C'est toutefois justement cette acculturation laïque occidentale de son pays, permise jadis par Atatürk, fossoyeur du Califat-Sultanat ottoman et ennemi de la Sharià, que l'islamiste Erdogan a toujours rêvé de renverser, afin

de redonner aux Turcs leur « identité » islamo-ottomane glorieuse et frustrée.

Mis à part les cas tiraillés de Chypre et de la Grèce, hostiles à Ankara mais qui n'ont pas bloqué la candidature turque en espérant ainsi refile la « patate chaude » turque aux Européens afin de partager le problème, la France de Sarkozy et l'Autriche sous tous les gouvernements depuis les années 2000 ont été finalement les seuls pays à ne pas être sur cette ligne de poursuite des négociations, bien que « leur issue soit pas certaine », selon les textes officiels européens eux-mêmes. Cependant, depuis le référendum turc d'avril 2017, qui a permis à Erdogan de se tailler sur mesure une « hyper-présidence » et de détruire le modèle parlementaire turc, la nécessité de renouer avec la franchise s'est faite sentir un peu plus, quoi que timidement. En tout cas, dans sa lutte en faveur de la sincérité et de la fermeté, Merkel pourra au moins compter que la solidarité de Sebastian Kurz, ex chef de la diplomatie autrichienne et nouveau chancelier du pays depuis sa victoire électorale du 15 octobre dernier.

Quant à la France d'Emmanuel Macron, qui oscille entre collaboration et rivalité de leadership dans ses relations avec l'Allemagne, va-t-elle confirmer le prisme pro-turc de François Hollande ? On se rappelle que ce dernier avait quant à lui refusé de se montrer solidaire avec l'Autriche et l'Allemagne - lors de la grave crise avec Ankara - et qu'il avait même laissé les politiques turcs venir faire des meetings en France en faveur du référendum donnant les pleins pouvoirs à Erdogan. Le président Macron, moins pusillanime que son prédécesseur, va-t-il opter pour un changement de cap, dans la droite ligne du parler franc de sa diplomatie, lui qui a su parler quasiment d'égal à égal à des Poutine ou à des Trump et conserver leur estime tout en leur disant leur quatre vérités ? Nous connaîtrons bientôt la réponse, car Ankara ne fera pas aux Européens le cadeau de se retirer du jeu sans avoir poussé jusqu'au bout la logique de guerre psychologique fondée sur le tandem culpabilisation-diabolisation.

Pour l'heure, Paris semble opter pour le laissez faire jusqu'à ce qu'Erdogan assume seul la rupture, mais à ses dépens, ce qui est peu probable.

Une histoire de gros sous ?

La dimension financière apparaît également centrale. Elle est même probablement la vraie raison pour laquelle Ankara ne veut pas quitter la navire des négociations, car la Turquie risquerait de perdre une manne considérable, sachant que l'Union lui consacre – au titre de la « préadhésion » - entre 760 millions d'euros par an depuis 2004 et un prévisionnel de 2 milliards d'euros pour la période 2018-2020, ce à quoi s'ajoutent 2,3 milliards d'euros alloués par la Banque européenne d'Investissements (BEI) l'année précédente...

En cas d'adhésion pleine, le gain net pour la Turquie aurait dû être, au moment où ont commencé les négociations, et en raison de la démographie turque, entre 6 et 8 milliards d'euros par an... Qui renoncerait à une telle manne ?

C'est pourquoi la Turquie est si enragée à l'idée de voir son adhésion enterrée et la procédure de préadhésion stoppée. Et en bon acteur de théâtre politique - car la politique est du théâtre, et tout dirigeant est un acteur - Recep Tayyip Erdogan ne va pas se gêner pour continuer à torturer psychologiquement les Européens jusqu'à la moelle, en les traitant de « racistes », « d'islamophobes », d'ennemis « croisés », de « club chrétien, adepte du choc des civilisations », ceci afin de faire durer un peu plus cette farce ou plutôt ce Pocker menteur visant à masquer ses appétits par des arguments d'autorité. Un jeu de Pocker dans lequel le plus culotté et le plus dénué de scrupules gagne la partie, sauf si Maman Merkel parvient à dire stop en sommant une fois pour toutes ses partenaires à prendre leurs responsabilités, qui plus est en période de « vaches maigres »...

En guise de conclusion...

Cette prévisible évolution panislamiste-néo-ottomane et néo-dictatoriale de la Turquie d'Erdogan ne doit pas surprendre. Seuls les aveugles volontaires ont feint de croire que le président turc allait être un « démocrate-islamiste ». Pour ma part, j'avais annoncé dès 2002, dans mon ouvrage « *La Turquie dans l'Europe, un cheval de Troie islamiste* », lorsque ce n'était pas encore correct de le dire, que la candidature de la Turquie à l'Union européenne était une absurdité intellectuelle, une erreur diplomatique et une faute géopolitique qui allait coûter cher tant aux Européens, pris au piège de leur suicidaire « multiculturalisme », qu'aux Kémalistes turcs, abandonnés par les Européens subjugués par « l'islamisme modéré » ...